La France est championne d'Europe des prélèvements obligatoires et de leur diversité :

* L'IMPÔT sert à financer le budget de l'Etat, et n'implique pas de contrepartie.

* LA TAXE est, elle, liée à une prestation de service public et s'applique à tous.

* LES COTISATIONS donnent droit au versement d'une prestation sociale.

* LES CONTRIBUTIONS financent un projet dédié.

* LA REDEVANCE est liée à un service public, mais n'est payée que par ses usagers.

Combien sont-ils, ces impôts, taxes, redevances etc...? Recensement impossible?

Le Rapport économique, social et financier publié en marge du projet de loi de finances de 2016 en cite 214 Pour 2018, 256.

Le Député Gilles CARREZ, ancien Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, évalue leur nombre à près d'un millier.


Sa définition est : Redevance ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Son origine : Le Ministre Jean Louis BORLOO en 2008 émet une directive complémentaire à la loi sur l'eau dans le cadre de la protection de l'environnement.

Les Maires, en charge de la police de l'eau dans leur commune se trouvent dépouvu de moyen d'action tant en compétence technique que financier pour agir seuls.

La communauté de communes regroupant les Maires décide alors, sans faire l'unanimité de ceux-ci, de créer un Organisme à caractère Industriel et Commercial dont les membres sont nommés et non élus et s'octroie l'appellation de Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).
Le SPANC se donne pour mission de contrôler les installations sanitaires des Maisons individuelles non raccordées au tout à l'égout des Communes, de venir financièrement en aide au Résidents, sans en avoir les subventions communales, régionales ou départementales nécessaires annoncées, ni les experts agréées.

A noter que les conceptions d'installations sont multiples et que les normes sont mal définies. (Fosse toutes eaux, béton, pvc, simple corps, double corps, enterrée, semi enterrée, nature du terrain etc...)

Faute de budget propre le SPANC fonctionne par la mise en place de frais de démarchage à domicile et de redevance annuelle (taxe ANC) illimitée.

Sa gestion comptable n'est pas transparente et fait polémique auprès des citoyens.

Le SPANC n'effectue aucun contrôle dans les règles de l'art, il se contente d'un recensement administratif des Résidents et des lieux.

Le SPANC agit en arbitraire et s'octroie des prérogatives allant jusqu'à se substituer voire s'opposer aux Experts agréées auprès des tribunaux, avec pour conséquence de faire frein à tout acte de vente ou de mutation d'un bien immobilier.

Selon le paragraphe 3 du document « MISSION et OBLIGATION » du SPANC, il est précisé : « L'Usager ne peut être tenu au versement des redevances d'assainissement non collectif qu'à la réalisation effective du contrôle (notion de service rendu).

Cette contrepartie n'est pas assurée !

En cas de contestation ou de refus de paiement de la taxe ANC, le SPANC fait appel abusivement à la Trésorerie intercomm spécialement sous couvert du TRESOR PUBLIC.

Injonction, menaces, saisie sur salaire, sur pension retraite, sur compte bancaire sont alors mis en œuvre pour recouvrement. Procédé indigne et scandaleux !...

En clair le SPANC à un besoin vital d'argent pour exister durablement.

Cette taxe ANC est un impôt supplémentaire pour les Résidents concernés. Il crée clivage, un manque de justice fiscale et d'équité de traitement entre les Résidents bénéficiant des infrastructures des Communes, et qui ne paient pas cette taxe, et les Résidents qui y sont assujettis par contrainte.

Par ailleurs, Dans une conjoncture économique difficile faisant DEBAT, la
mission du SPANC n’est ni avérée, ni encadrée, ni pertinente dans son efficacité en matière de protection de l’environnement.

**Sa procédure coercitive, de nature anxiogène, est intolérable.**

Le bien fondé de son existence et de son action sont controversées, contestables et contestées.

Par ailleurs,

Des taxes sont payées à VEOLIA sur facture d’eau, notamment et font double emploi :

- **Part(s) Collectivité(s) :** Montant reversé aux Collectivités responsable du service public (Commune, Syndicat ou Communauté) et destiné à financer les réseaux et installations.

- **Eaux usées :** Service de collecte des eaux usées, à leur dépollution avant rejet dans le milieu naturel.

- **Agence de l’Eau :** Organisme qui gère les ressources en eau et lutte contre les pollutions.

- **Abonnement :** Montant fixe destiné à couvrir une partie des charges des services mis à disposition.

En conséquence, nous demandons :

1°) La suppression de la taxe ANC

2°) La dissolution du SPANC.

---

**CRMI**

Collectif de Résidents de Maisons Individuelles en Pays d’Auge